



# AGERCA

Alliance pour la  
Gestion des Risques  
Et la Continuité des Activités

Danje a Pou Nou Tout !

## Rapport d'étude

Sondage auprès de la population haïtienne  
sur la situation sécuritaire du pays

Septembre 2025



Etude menée par



# Contenu

Liste des tableaux.....	3
Liste des figures .....	3
Résumé exécutif.....	4
1. Introduction.....	6
2. Méthodologie .....	6
2.1. Base de sondage.....	6
2.2. Echantillon de répondant.es .....	7
2.3. Limites du sondage .....	8
3. Résultats.....	8
3.1. Quelques informations démographiques des répondant.es.....	8
3.2. Impacts de l'insécurité sur les répondants, des membres de leur famille, des voisins ou des collègues .....	9
3.3. Perception des répondants de la capacité de la PNH à rétablir un climat de sécurité dans le pays.....	11
3.4. Perception des répondants du déploiement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité dirigée par le Kenya.....	11
3.5. Opinion des répondants sur un éventuel déploiement d'une force de répression des gangs en Haïti .....	14
Conclusion .....	17

## Liste des tableaux

Tableau 1. Répartition de la taille de l'échantillon-maître par département .....	7
Tableau 2. Répartition de la taille d'échantillon prévu par département et sexe .....	7

## Liste des figures

Figure 1. Distribution des répondant.es au sondage par sexe .....	8
Figure 2. Distribution des répondant.es au sondage par groupe d'âge .....	9
Figure 3. Distribution des répondant.es au sondage par le niveau d'éducation atteint .....	9
Figure 4. Exposition des répondants à la violence depuis 2021 .....	10
Figure 5. Impacts socio-économiques de l'insécurité sur les répondants .....	10
Figure 6. Perception des répondant.es de la capacité de la PNH à restaurer la sécurité dans le pays et dissuader les gangs armés.....	11
Figure 7. Distribution des répondants selon qu'ils sont en faveur du déploiement de la MMAS dirigée par le Kenya.....	12
Figure 8. Distribution des répondants selon qu'ils croient que le déploiement de la MMAS dirigée par le Kenya a contribué à renforcer la capacité de la PNH.....	12
Figure 9. Distribution des répondants selon qu'ils croient que le déploiement de la MMAS dirigée par le Kenya a contribué à améliorer la sécurité au pays.....	13
Figure 10. Evaluation des répondants de l'évolution de la situation sécuritaire du pays depuis l'arrivée des policiers Kenyans .....	13
Figure 11. Niveau de satisfaction des répondants par rapport à la présence de la MMAS en Haïti .....	14
Figure 12. Appui des répondants à un éventuel déploiement d'une force de répression des gangs en Haïti.....	14
Figure 13. Pays souhaité par les répondants pour diriger une éventuelle force de répression des gangs en Haïti .....	15
Figure 14. Perception des répondants de la taille d'une éventuelle force de répression des gangs proposée par les Etats-Unis et le Panama.....	15
Figure 15. Appui des répondants à l'éventuel déploiement d'une force internationale sur plusieurs années en Haïti pour réprimer les gangs.....	15
Figure 16. Mode d'opérations préférée d'une éventuelle force internationale de répression des gangs.....	16

## Résumé exécutif

Ce rapport présente les résultats d'une enquête menée en septembre 2025 par la firme Diagnostic & Development Group (DDG) pour l'Alliance pour la Gestion des Risques et la Continuité des Activités (AGERCA). Le sondage a été réalisé auprès de 1 580 personnes de 18 ans et plus dans les dix départements d'Haïti. L'objectif était de sonder la population haïtienne sur son opinion concernant la situation sécuritaire du pays, plus d'un an après le déploiement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) dirigée par le Kenya.

### Impacts de l'insécurité

Les résultats du sondage brossent un tableau alarmant de l'impact de l'insécurité sur la population haïtienne entre 2021 et septembre 2025. Parmi les personnes interrogées, un grand nombre a été directement touché par la violence et ses conséquences socio-économiques :

- **Violences personnelles** : 15,32 % des répondants ont vécu l'assassinat d'un membre de leur famille. De plus, 14 % des répondants ou des membres de leur famille ont été kidnappés.
- **Impacts socio-économiques** : Plus de 70 % des participants ont été forcés d'arrêter leurs activités génératrices de revenu. Environ 64 % ont subi des pertes de revenus, 30 % ont fui leur domicile, et 28 % ont perdu leur emploi.

### Perceptions de la force de police et de la MMAS

Le sondage révèle une perception plutôt négative de la population haïtienne quant à la capacité de la Police Nationale d'Haïti (PNH) et l'efficacité de la MMAS.

- **Capacité de la PNH** : Seuls 32,5 % des répondants estiment que la PNH est capable de rétablir la sécurité seule. **Ce chiffre tombe à environ 29 % lorsqu'il s'agit de neutraliser les gangs armés.** Une majorité écrasante de 78,4 % pense que la PNH a besoin du soutien des Forces armées d'Haïti pour y parvenir.
- **Performance de la MMAS** : Le déploiement de la MMAS dirigée par le Kenya a reçu un faible soutien de la population relativement à sa performance. Seulement 27 % des sondés se sont montrés en faveur de cette mission. De plus, près de 75 % des répondants se sont déclarés insatisfaits ou très insatisfaits de la présence de la MMAS. Plus de 71 % pensent même que la situation sécuritaire s'est détériorée depuis l'arrivée des policiers kenyans.

### Soutien à une nouvelle force d'intervention

Malgré le sentiment d'échec de la MMAS, **une majorité de la population haïtienne est en faveur d'une nouvelle force pour lutter contre les gangs.**

- **Appel à une nouvelle force** : Environ 64 % des répondants se disent favorables au déploiement d'une nouvelle force pour réprimer les gangs.
- **Préférences de leadership** : Parmi les pays qui pourraient diriger cette force, les États-Unis sont le premier choix (33,54 %), suivis du Salvador (22,72 %) et du Brésil (9,37 %).
- **Taille et durée** : Environ 55 % des personnes interrogées pensent qu'une force de 5 550 membres, comme suggéré par les États-Unis et le Panama, serait suffisante pour neutraliser les gangs. La moitié des répondants (50,51 %) soutiennent également le déploiement d'une force internationale sur plusieurs années.
- **Mode d'opération** : Près de 50 % des répondants estiment qu'une telle force devrait opérer seule et conjointement avec la PNH et les Forces armées d'Haïti (FADH), tandis que 35 % préfèrent qu'elle opère uniquement en collaboration avec la PNH et les FADH.

# 1. Introduction

Depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021, Haïti est plongée dans une spirale de violence. Face à ses difficultés à contenir l'insécurité, en particulier à la suite des différents échecs de la PNH à déloger les groupes armés qui bloquaient et contrôlaient l'accès au terminal pétrolier de Varreux, en octobre 2022, le gouvernement d'Ariel Henry a pris un Arrêté en Conseil des ministres autorisant le premier ministre à solliciter l'aide d'une force internationale pour stabiliser le pays. Après environ une année d'attente, le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, le 2 octobre 2023, a approuvé le déploiement d'une Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) dirigée par le Kenya. Cette mission est arrivée en Haïti le 25 juin 2024. L'objectif était clair : appuyer les forces de sécurité haïtiennes à lutter contre les gangs armés.

Plus d'une année après le déploiement de la MMAS en Haïti, que pense la population haïtienne de ses résultats ?

Diagnostic & Development Group S.A. (DDG), une firme haïtienne, qui a réalisé trois sondages sur la situation sécuritaire du pays en 2023, a réalisé au mois de septembre 2025 un autre sondage sur le même sujet pour l'Alliance pour la Gestion des Risques et la Continuité des Activités (AGERCA), une organisation de la société civile haïtienne. Ce rapport en présente les principaux résultats.

## 2. Méthodologie

### 2.1. Base de sondage

De 2022 à ce jour, DDG a réalisé plusieurs enquêtes nationales auprès de la population haïtienne de 18 ans ou plus. Ces enquêtes étaient basées sur des *échantillonnages probabilistes à deux étapes*. Dans la première étape, les sections communales ont été divisées en de petites entités géographiques appelées *sections d'énumération* (SDE) (les limites géographiques des SDE proviennent de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)) et un échantillon aléatoire de SDE a été choisi dans chaque département. Ensuite, dans chaque SDE choisie, un échantillon aléatoire de ménages a été choisi *de manière systématique en utilisant un pas fixe*, et dans chaque ménage ainsi choisi, un.e adulte de 18 ans ou plus a été interviewé.e ; dans la majorité des cas, il s'agissait du chef de ménage.

Ces échantillons étaient conçus pour garantir un *niveau de confiance statistique* très élevé (95%) et de faibles marges d'erreur (variant entre 2,5% et 3%). Au cours de ces enquêtes, certains répondants nous ont volontairement donné leur numéro de téléphone. Ainsi, nous avons construit un *échantillon-maître* de plus de 35 000 numéros de téléphones pour les dix départements du pays, comme le montre le tableau 1.

Tableau 1. Répartition de la taille de l'échantillon-maître par département

Département	Nombre de numéros de téléphones
Artibonite	2683
Centre	3863
Grand'Anse	574
Grande-Anse	1417
Nippes	1179
Nord	5782
Nord-Est	6810
Nord-Ouest	1530
Ouest	2908
Sud	7017
Sud-Est	1463

## 2.2. Echantillon de répondant.es

L'IHSI a estimé la population nationale de 18 ans ou plus à 7 427 007 habitants en 2024, dont 51% de femmes et 49% d'hommes. Le sondage a été conçu pour être représentatif de cette population totale (département et genre).

Nous avons interrogé 1 580 répondant.es âgé.es de 18 ans ou plus dans les dix départements géographiques entre le 16 et le 23 septembre 2025, comme l'illustre le tableau 2. Cette taille d'échantillon garantit un **niveau de confiance de 95%** et une **marge d'erreur d'au plus 2,47%**.

Tableau 2. Répartition de la taille d'échantillon prévu par département et sexe

Département	Sexe			Total
	Femme	Homme	Ne veut pas répondre	
Artibonite	125	124		249
Centre	54	62		116
Grand'Anse	37	40		77
Nippes	29	31		60
Nord	79	74		153
Nord-Est	29	28		57
Nord-Ouest	52	53		105
Ouest	275	259	1	535
Sud	62	65		127
Sud-Est	51	50		101
<b>Total</b>	<b>793</b>	<b>786</b>	<b>1</b>	<b>1 580</b>

## 2.3. Limites du sondage

Les résultats présentés ci-dessous sont des estimations obtenues à partir d'un échantillon aléatoire ; par le fait même, ils sont entachés d'erreurs. De plus, comme nous l'avons mentionné plus haut, n'ayant pas eu une liste de numéros de téléphone de tous les gens âgés de 18 ans ou plus, cet échantillon aléatoire a été tiré d'un autre échantillon beaucoup plus grand, ce qui constitue une autre source d'erreur. En terminant, nous rappelons qu'un sondage mesure la perception d'un groupe d'individus par rapport à un sujet donné au cours d'une période bien déterminée. On comprend que pour toutes sortes de raison, les individus peuvent changer d'opinion avec le temps.

## 3. Résultats

### 3.1. Quelques informations démographiques des répondant.es

L'échantillon de répondant.es reflète la structure par sexe du pays. En effet, comme l'illustre la figure 1, il existe une quasi-parité entre le nombre de femmes et d'hommes qui ont répondu au sondage (50.19% d'hommes contre 49.75% de femmes).

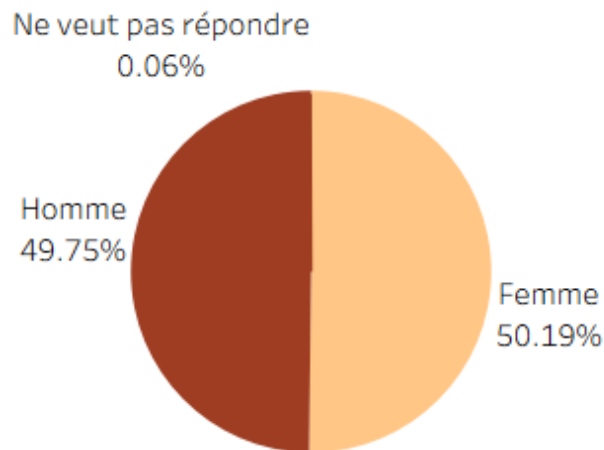


Figure 1. Distribution des répondant.es au sondage par sexe

La répartition des répondant.es par groupe d'âge est montrée dans la figure 2. Environ 11,3% des gens interrogés sont âgés entre 18 et 24 ans, environ 40,3% entre 25 et 35 ans, à peu près 24,6% entre 36 et 45 ans, et environ 24% ont plus de 45 ans.

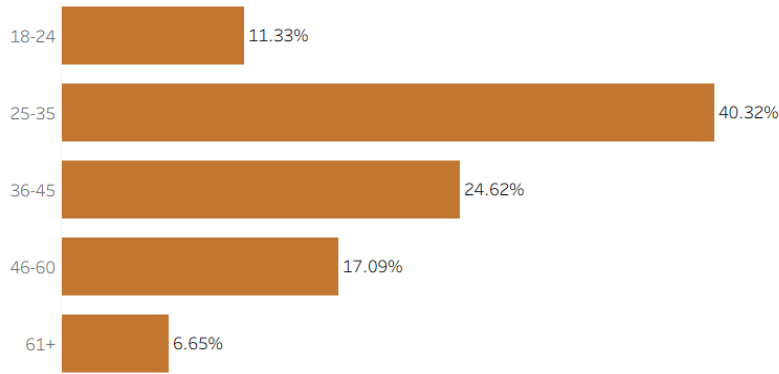


Figure 2. Distribution des répondant.es au sondage par groupe d'âge

Pratiquement la moitié des répondants ont atteint un niveau d'étude secondaire. A peu près 21% ont fait des études techniques ou universitaires ; environ 4% n'ont jamais été scolarisés (figure 3).

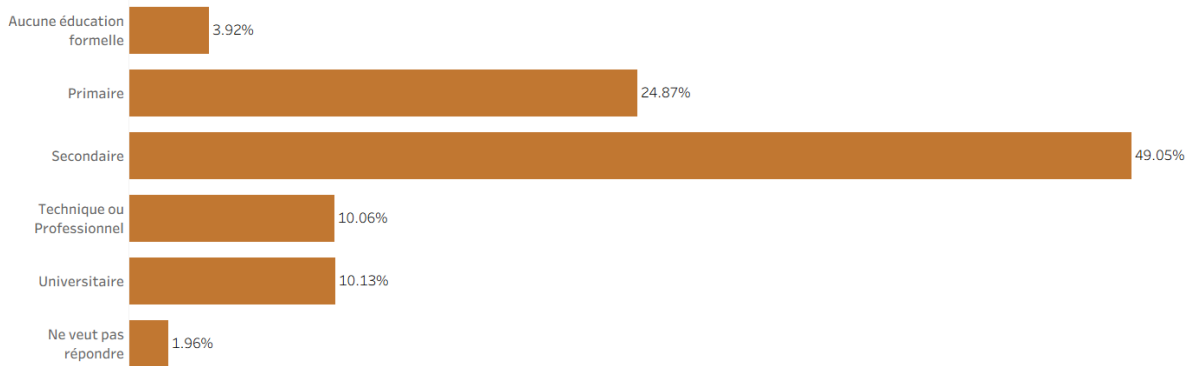


Figure 3. Distribution des répondant.es au sondage par le niveau d'éducation atteint

### 3.2. Impacts de l'insécurité sur les répondants, des membres de leur famille, des voisins ou des collègues

Cette section analyse certains impacts de l'insécurité sur les répondants, des membres de leur famille, des voisins ou des collègues, de 2021 à septembre 2025.

Le constat est alarmant. En effet, comme l'illustre la figure 4, sur la période considérée, 15,32% des répondants ont vécu l'assassinat de membres de leur famille, 9,18% l'assassinat de voisins ou collègues ; 14% des répondants ou des membres de leur famille ont été kidnappés ; 10,63% ont des voisins ou des collègues qui ont vécu la même expérience. De plus, 10,38% des répondants ou des membres de leur famille ont été agressés physiquement et 4,18% sexuellement.

Sur le plan socio-économique, 70,57% des répondants ont dû arrêter leurs activités génératrices de revenu, environ 64% ont subi des pertes de revenu, 33,48% ont dû abandonner leurs activités

sociales, 30,25% ont fui leur domicile et 28,04% ont perdu leur emploi, à cause du climat d'insécurité qui a prévalu dans le pays (figure 5).

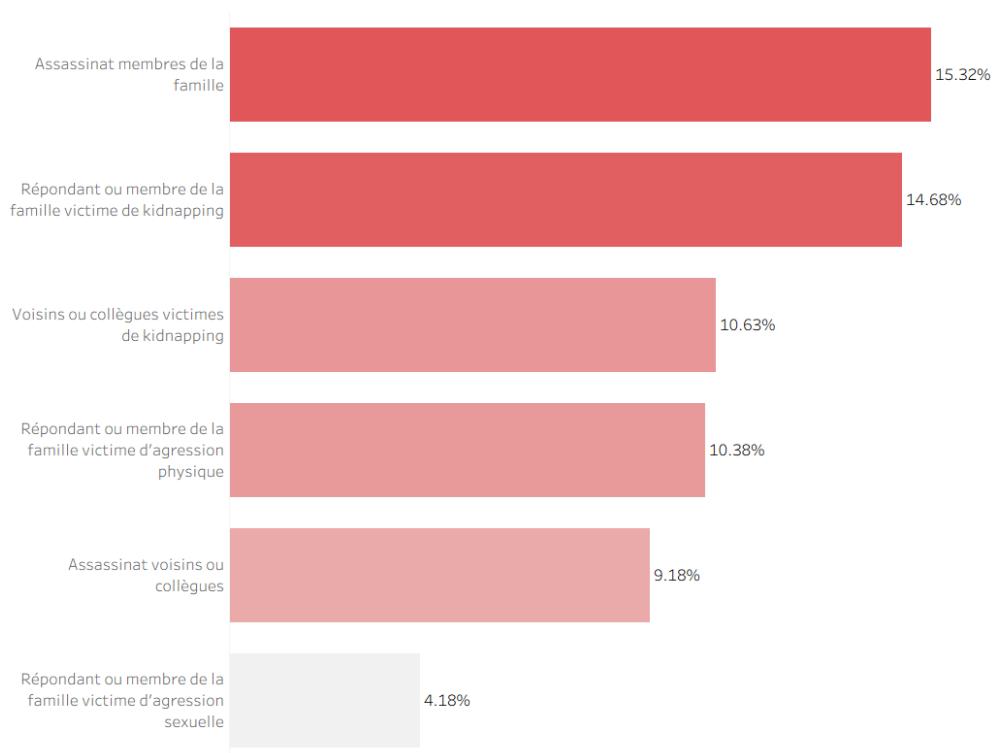


Figure 4. Exposition des répondants à la violence depuis 2021

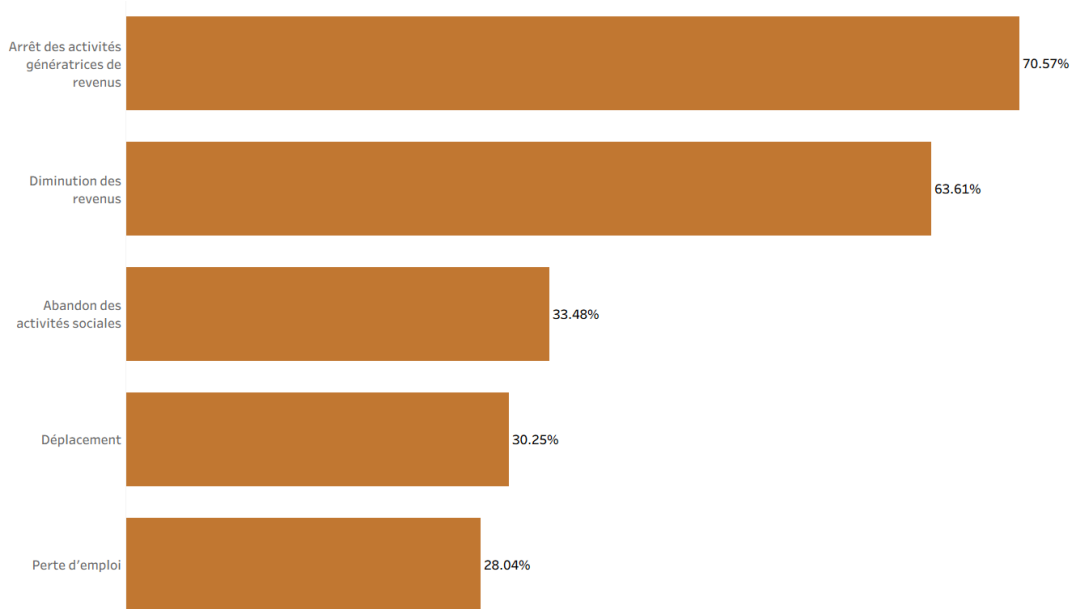


Figure 5. Impacts socio-économiques de l'insécurité sur les répondants

### 3.3. Perception des répondants de la capacité de la PNH à rétablir un climat de sécurité dans le pays

Nous avons demandé aux répondants s'ils pensaient que (i) toute seule, la PNH serait capable de restaurer la sécurité dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et le reste du pays ; (ii) toute seule, la PNH serait capable de neutraliser les gangs armés ; (iii) la PNH avait besoin d'être supportée par les Forces armées d'Haïti pour sécuriser le pays et dissuader les gangs armés.

Comme l'illustre la figure 6, seulement 32.5% des répondants croient qu'à elle seule la PNH peut résoudre le problème de l'insécurité dans le pays. Il convient de souligner que cette question a aussi été posée aux répondants de trois sondages que nous avons réalisés sur le même sujet en 2023, nous avons réalisé trois sondages similaires. Dans le premier sondage (janvier 2023), 29% des répondants indiquaient que la PNH était en mesure de restaurer la sécurité, contre 40% lors du deuxième sondage (juillet 2023) et 29% lors du troisième (octobre).

S'agissant de la neutralisation des gangs armés, encore moins de répondants (environ 29%) croient en la capacité de la PNH à y parvenir. Enfin, 78,4% des répondants pensent que la PNH a besoin du support des Forces Armées d'Haïti pour restaurer la sécurité et mettre en déroute les gangs armés.

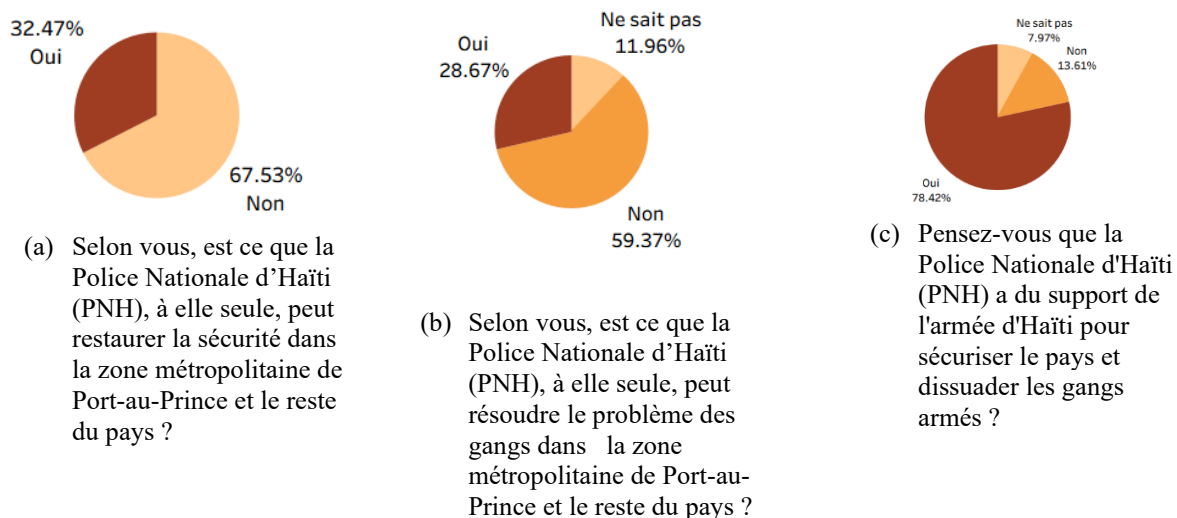


Figure 6. Perception des répondant.es de la capacité de la PNH à restaurer la sécurité dans le pays et dissuader les gangs armés

### 3.4. Perception des répondants du déploiement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité dirigée par le Kenya

La perception des répondants du déploiement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) dirigée par le Kenya a été mesurée à plusieurs égards. Tout d'abord, nous leur avons demandé s'ils étaient en faveur de ce déploiement. Comme l'illustre la figure 7, l'appui de la

population à cette mission est faible (environ 27%). Il convient de noter également qu'environ 19% des répondants ne se sont pas prononcés par rapport à ce sujet.

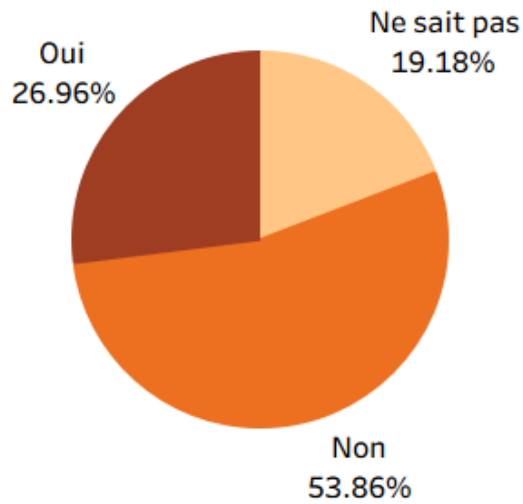


Figure 7. Distribution des répondants selon qu'ils sont en faveur du déploiement de la MMAS dirigée par le Kenya

Ensuite, nous avons demandé aux répondants s'ils croyaient que le déploiement de la MMAS a contribué au renforcement de la capacité de la PNH. Seulement 22,22% des répondants ont répondu positivement à cette question (figure 8). Il n'est donc pas surprenant que seulement 19,37% des sondés ont affirmé que le déploiement de la MMAS en Haïti a contribué à améliorer la situation sécuritaire du pays (figure 9). De plus, 71,20% ont indiqué que la situation sécuritaire du pays s'est détériorée depuis l'arrivée des policiers Kenyans en Haïti et pour environ 20%, elle n'a pas changé (figure 10). Encore, sans surprise, 75,32% des sondés sont soit très insatisfaits ou insatisfaits par rapport au déploiement de la MMAS en Haïti (figure 11).

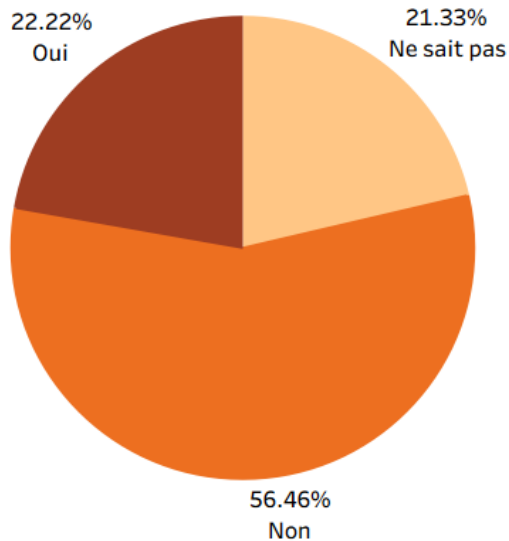


Figure 8. Distribution des répondants selon qu'ils croient que le déploiement de la MMAS dirigée par le Kenya a contribué à renforcer la capacité de la PNH

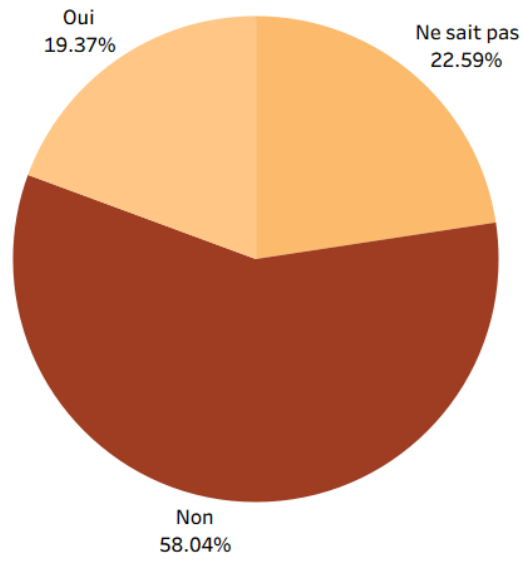


Figure 9. Distribution des répondants selon qu'ils croient que le déploiement de la MMAS dirigée par le Kenya a contribué à améliorer la sécurité au pays

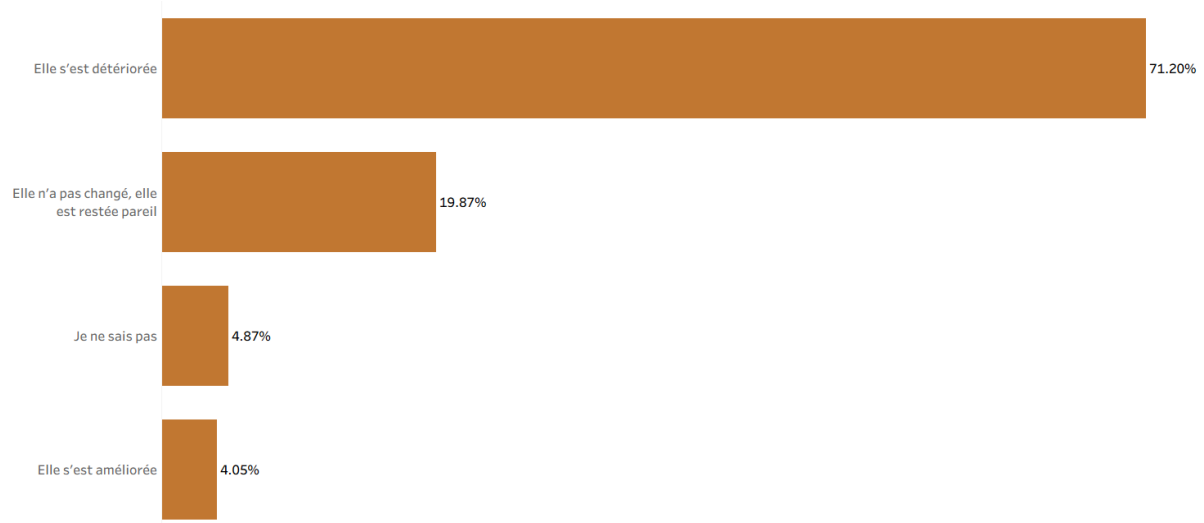


Figure 10. Evaluation des répondants de l'évolution de la situation sécuritaire du pays depuis l'arrivée des policiers Kenyans

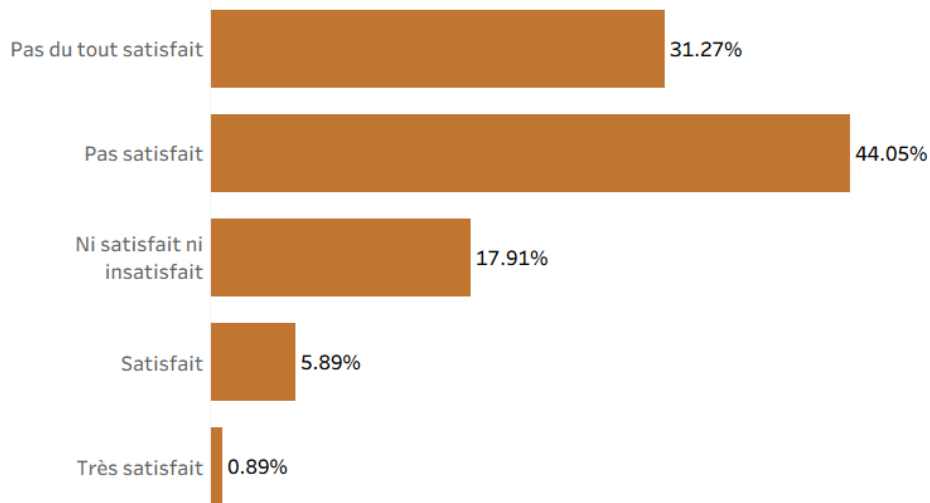


Figure 11. Niveau de satisfaction des répondants par rapport à la présence de la MMAS en Haïti

### 3.5. Opinion des répondants sur un éventuel déploiement d'une force de répression des gangs en Haïti

Par rapport à ce constat d'échec de la MMAS, environ 64% des répondants sont en faveur d'une nouvelle force de répression des gangs (figure 12). Pour 33,54% d'entre eux, cette force devrait être dirigée par les Etats-Unis, pour 22,72% le Salvador, 9,37% le Brésil, et 34,37% optent pour le leadership d'un autre pays (figure 13). Quant à la taille de 5 550 membres d'une telle force proposée par les Etats-Unis et le Panama, 55,44% des sondés pensent qu'elle serait suffisante pour neutraliser les gangs armés (figure 14). Finalement, 50,51% des répondants sont en faveur du déploiement d'une force internationale sur plusieurs années en Haïti afin de combattre les gangs armés (figure 15). De plus, pour 49,24% d'entre eux, un tel contingent devrait mener des opérations seul et conjointement avec la PNH et les Forces Armées d'Haïti ; pour 35,19% d'autres, les opérations devraient menées uniquement de concert avec la PNH et les Forces Armées d'Haïti (figure 16).

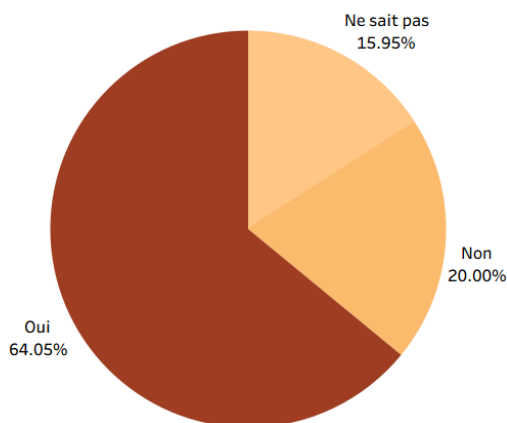


Figure 12. Appui des répondants à un éventuel déploiement d'une force de répression des gangs en Haïti

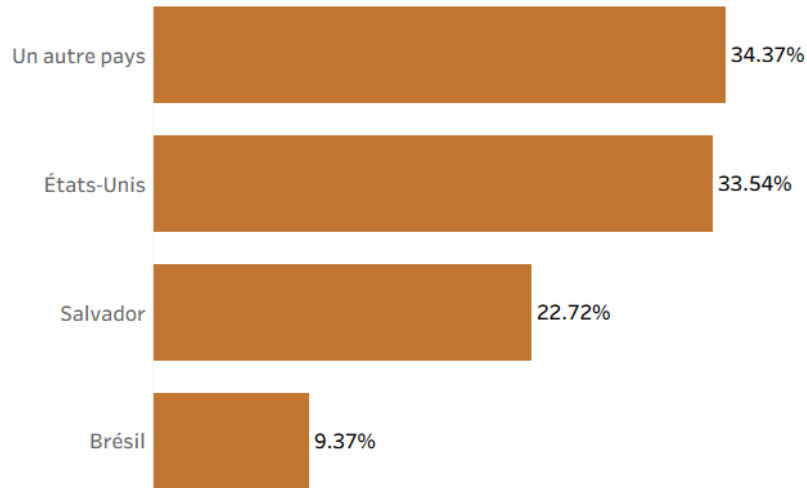


Figure 13. Pays souhaité par les répondants pour diriger une éventuelle force de répression des gangs en Haïti

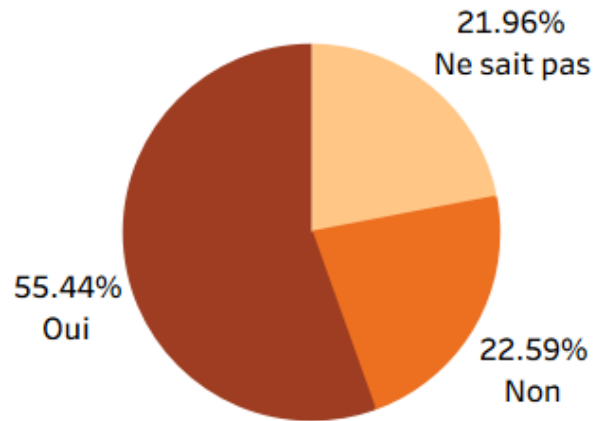


Figure 14. Perception des répondants de la taille d'une éventuelle force de répression des gangs proposée par les Etats-Unis et le Panama

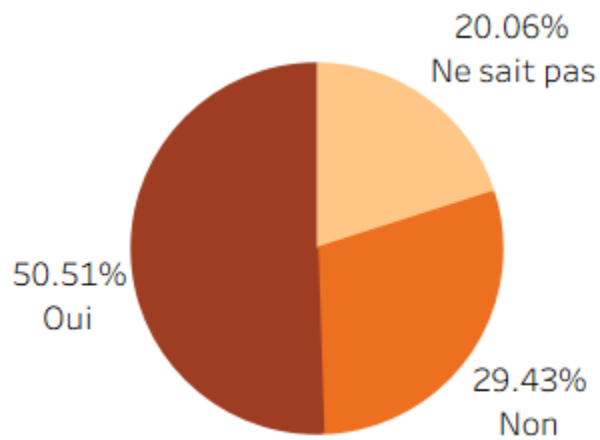


Figure 15. Appui des répondants à l'éventuel déploiement d'une force internationale sur plusieurs années en Haïti pour réprimer les gangs

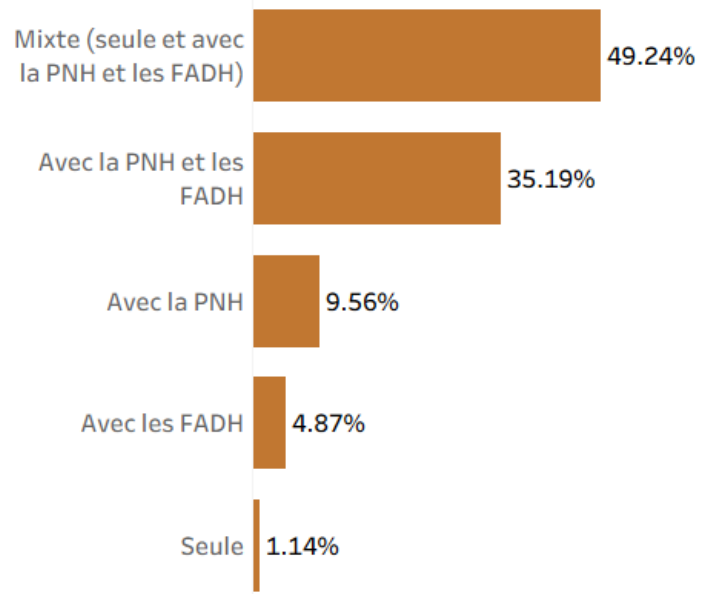


Figure 16. Mode d'opérations préférée d'une éventuelle force internationale de répression des gangs

## Conclusion

Sur la base des résultats de ce sondage sur la situation sécuritaire du pays, les conclusions suivantes peuvent être tirées en septembre 2025.

### **Une violence omniprésente et ses lourdes conséquences**

Les résultats mettent en évidence l'impact dévastateur de la violence sur la population haïtienne entre 2021 et septembre 2025. Les données révèlent que de nombreux Haïtiens ont été directement touchés, avec 15,32 % des répondants ayant perdu un membre de leur famille par assassinat et 14 % ayant été victimes d'enlèvement, ou un membre de leur famille l'ayant été. En plus des pertes humaines et des agressions physiques et sexuelles, l'insécurité a eu un impact socio-économique majeur, forçant 70,57 % des répondants à cesser leurs activités économiques et entraînant des pertes de revenus pour 63,61 % d'entre eux.

### **Un manque de confiance envers les forces de sécurité actuelles**

La population haïtienne exprime un manque de confiance envers la capacité de la Police Nationale d'Haïti (PNH) à résoudre seule le problème de l'insécurité. Seulement 32,5 % des répondants estiment que la PNH peut restaurer la sécurité, et moins de 29 % pensent qu'elle peut neutraliser les gangs armés. De plus, le déploiement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) dirigée par le Kenya n'a pas réussi à gagner la confiance de la population. L'appui à cette mission est faible, et la grande majorité des Haïtiens interrogés (71,20 %) estiment que la situation sécuritaire s'est détériorée depuis l'arrivée des policiers kenyans. Le niveau de satisfaction vis-à-vis de la MMAS est très bas, avec 75,32 % des répondants se déclarant insatisfaits ou très insatisfaits de sa présence.

### **Une demande d'intervention internationale plus forte**

Malgré le sentiment d'échec de la MMAS, une majorité de la population (64,05 %) est favorable au déploiement d'une nouvelle force pour réprimer les gangs. Les répondants ont exprimé des préférences claires quant au leadership et au mode d'opération de cette force. Les États-Unis sont le pays le plus souvent désiré pour la diriger. Les résultats du sondage indiquent également que plus de la moitié des Haïtiens pensent qu'une force de 5 550 membres serait suffisante et qu'elle devrait opérer seule et conjointement avec la PNH et les Forces armées d'Haïti (FADH). Cet appui pour une intervention de plus longue durée, potentiellement sur plusieurs années, traduit le profond besoin de la population haïtienne de trouver une solution durable à la crise sécuritaire.